



Dépêche No. 388 | 8 septembre 2020

Pour le meilleur comme le pire, plus de Guinéens font recours aux médias digitaux

Dépêche No. 388 Afrobarometer | Djiba Kaba

Résumé

Face aux mutations continues des technologies, les habitudes de consommation d'informations des Guinéens aussi évoluent. Même si la radio reste la source d'information la plus populaire, elle est en train d'être concurrencée par la télévision, et l'Internet et les réseaux sociaux sont de plus en plus présents au quotidien des Guinéens.

Depuis janvier 2013, la Guinée, faisant partie intégrante du programme régional d'infrastructure de communications de l'Afrique de l'Ouest (WARCIP), a mis en service le câble sous-marin AfricaCoast to Europe, qui a apporté le haut débit. Ceci a sans doute contribué significativement à la hausse du taux de pénétration de l'Internet, la chute des coûts de connectivité internationale, et la baisse des prix (Stat View International, 2014).

Toutefois, le pays n'est pas encore en capacité de fournir une qualité satisfaisante d'Internet à haut débit, bien que la fibre optique y soit présente (RFI, 2020). Malgré ce défi, selon la plus récente enquête d'Afrobarometer, les audiences régulières des médias digitaux ont doublé sur la période 2017-2019. Pour le cas spécifique des réseaux sociaux, aux yeux des Guinéens, ces plateformes apportent de nombreux avantages, tels qu'informer les gens sur l'actualité et les aider à avoir plus d'impact sur les processus politiques.

Néanmoins, il faut noter qu'ils sont capables du meilleur comme du pire, rendant les utilisateurs plus réceptifs aux fausses nouvelles et intolérants envers ceux qui ont des opinions politiques différentes.

Alors, faut-il protéger ou réguler l'accès libre aux plateformes digitales? Les avis des Guinéens sont divisés entre ceux qui apprécient la capacité des réseaux sociaux de rendre les gens plus engagés comme citoyens et d'autres qui trouvent qu'ils créent la division entre les Guinéens.

Pour ce qui est du contenu des médias, la majorité des Guinéens pensent que le gouvernement devrait pouvoir limiter ou interdire le partage de nouvelles ou informations fausses, des discours de haine, et des informations ou opinions qui critiquent ou insultent le Président de la République. Par contre, ils sont moins nombreux à soutenir la limitation ou l'interdiction du partage de nouvelles, informations, ou opinions que le gouvernement désapprouve. En fait, la majorité préfèrent des médias libres d'enquêter et de critiquer les actions du gouvernement.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatifs à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Guinée, conduite par Stat View International, s'est entretenue avec 1.200 adultes guinéens en novembre-décembre 2019. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées en Guinée en 2013, 2015, et 2017.

Résultats clés

- En Guinée, la radio reste le média informatif le plus suivi: Plus des trois quarts (78%) des répondants disent qu'ils l'écoutent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours ». La radio est suivie par la télévision (42%) et, en hausse forte, les réseaux sociaux (27%) et l'Internet (25%).
- Plus d'un quart (27%) des Guinéens déclarent utiliser « quelques fois par semaine » ou « tous les jours » les réseaux sociaux pour s'informer sur l'actualité, le double de la proportion en 2017 (13%). Les plus instruits (73%), les citadins (49%), les mieux nantis (39%), et les jeunes (34%) sont plus enclins à utiliser cette plateforme de communication.
- Le quart (25%) des Guinéens déclarent utiliser régulièrement l'Internet pour s'informer sur l'actualité, contre 12% en 2017. La consommation de l'information par le biais de l'Internet est prépondérante chez les plus instruits (70%), les citadins (46%), les mieux nantis (33%), les plus jeunes (31%), et les hommes (29%).
- Parmi les Guinéens qui ont entendu parler des réseaux sociaux, la grande majorité trouvent qu'ils ont des effets positifs sur la société (63%), informent les gens sur l'actualité (88%), et les aident à avoir plus d'impact sur les processus politiques (80%).
- Mais la plupart d'entre eux pensent également que les réseaux sociaux rendent les gens plus réceptifs aux fausses nouvelles (73%) et intolérants envers ceux qui ont des opinions différentes (70%).
- Plus de la moitié (52%) des Guinéens sont d'avis qu'il faut protéger l'accès libre aux réseaux sociaux et à l'Internet. Cependant, au moins huit répondants sur 10 disent que le gouvernement devrait pouvoir limiter ou interdire le partage d'informations fausses, des discours de haine, et des informations ou opinions qui critiquent ou insultent le Président de la République.

Les sources d'informations des Guinéens

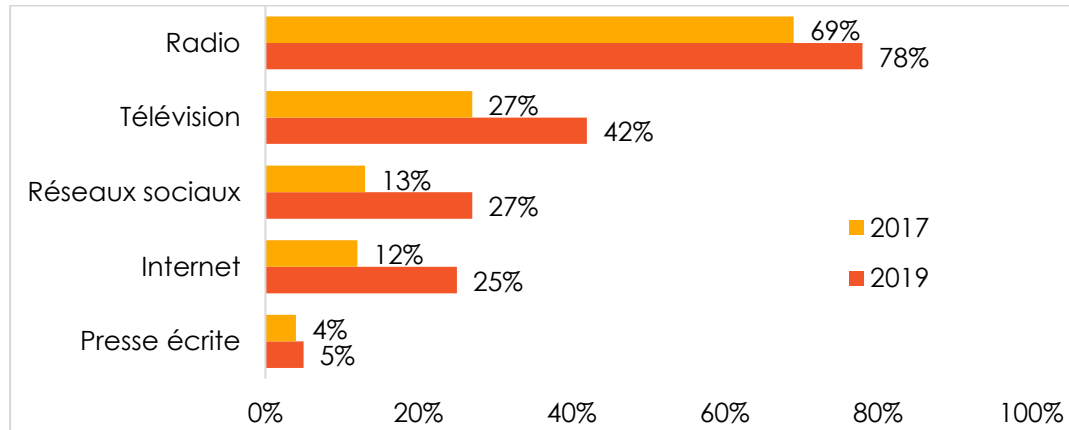
La radio reste la source la plus prisée des Guinéens pour s'informer, avec plus de trois quarts (78%) des répondants qui l'écoutent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours ». En deuxième position vient la télévision (42%), suivie par les réseaux sociaux (27%), l'Internet (25%), et la presse écrite (5%).

De 2017 à 2019, la plus nette progression constatée est celle de la télévision (15 points de pourcentage), mais les audiences régulières des réseaux sociaux et de l'Internet ont doublé sur la période (Figure 1).

Par rapport aux médias digitaux, les répondants ayant un niveau d'instruction post-secondaire sont les plus susceptibles de recevoir des informations « tous les jours » ou « quelques fois par semaine » par le biais des réseaux sociaux (73%) et de l'Internet (70%) (Figure 2). Ensuite viennent les citadins (49% et 46%, respectivement). Toutefois, les mieux

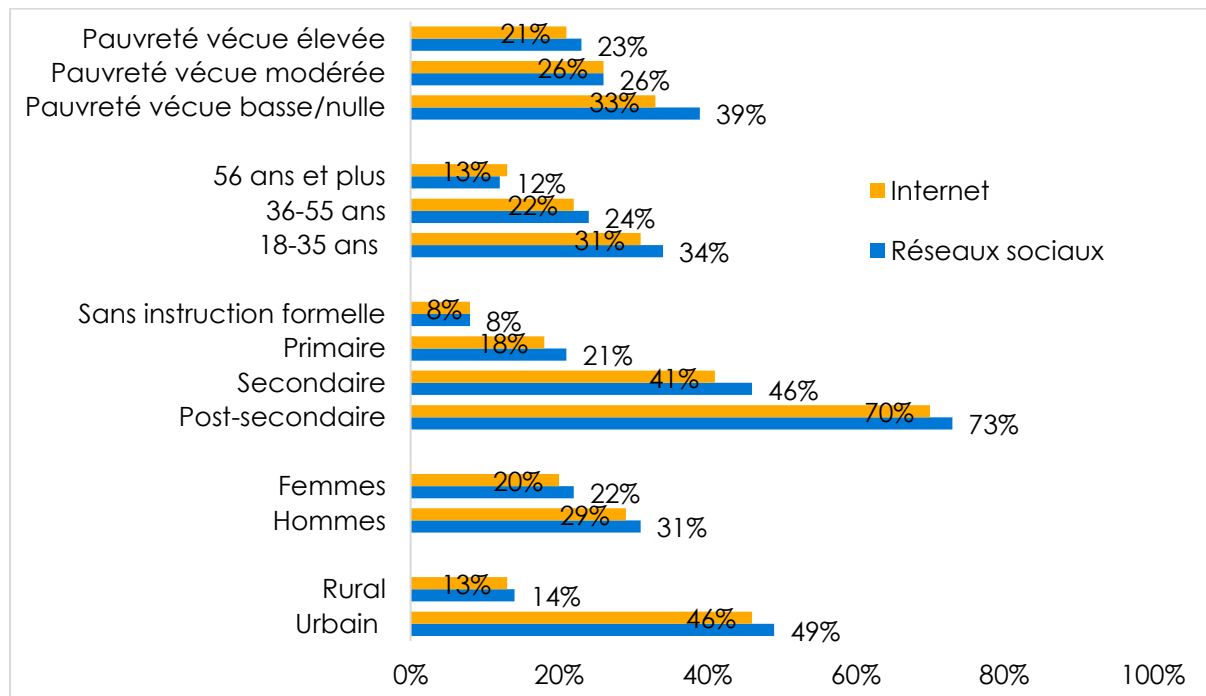
nantis sont plus enclins à recevoir les informations via les réseaux sociaux et l'Internet que les pauvres,¹ les jeunes plus que les moins jeunes, et les hommes plus que les femmes.

Figure 1: Sources d'informations | Guinée | 2017-2019



Questions posées aux répondants: Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes? (% de ceux qui disent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)

Figure 2: Consommation de l'information via Internet et réseaux sociaux | par groupe socio-démographique | Guinée | 2019



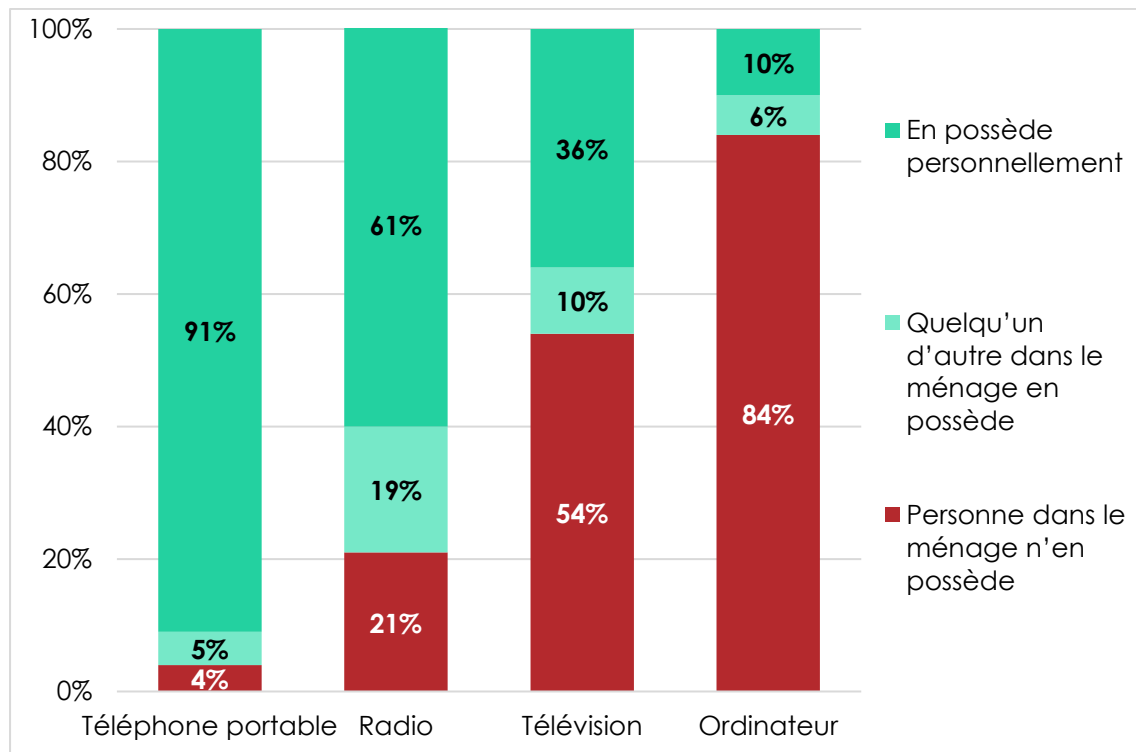
Questions posées aux répondants: Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes: Internet? Réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, WhatsApp, ou autres? (% de ceux qui disent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)

¹ Afrobarometer mesure la pauvreté vécue sur la base des réponses aux questions suivantes: « Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû faire face aux situations suivantes: Nourriture insuffisante pour manger à sa faim? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques? Manque de médicaments ou de soins médicaux? Manque de combustible pour la cuisson des repas? Manque de revenus en espèces? »

Possession de dispositifs de communication

Quant à la disponibilité des outils de communication, presque la totalité des Guinéens possèdent personnellement un téléphone mobile (91%) ou vivent avec quelqu'un qui en possède (5%) (Figure 3). La plupart ont également accès à un poste de radio (80%). Moins de la moitié (46%) des ménages ont un téléviseur, et juste 16% ont un ordinateur.

Figure 3: Possession des dispositifs de communication | Guinée | 2019



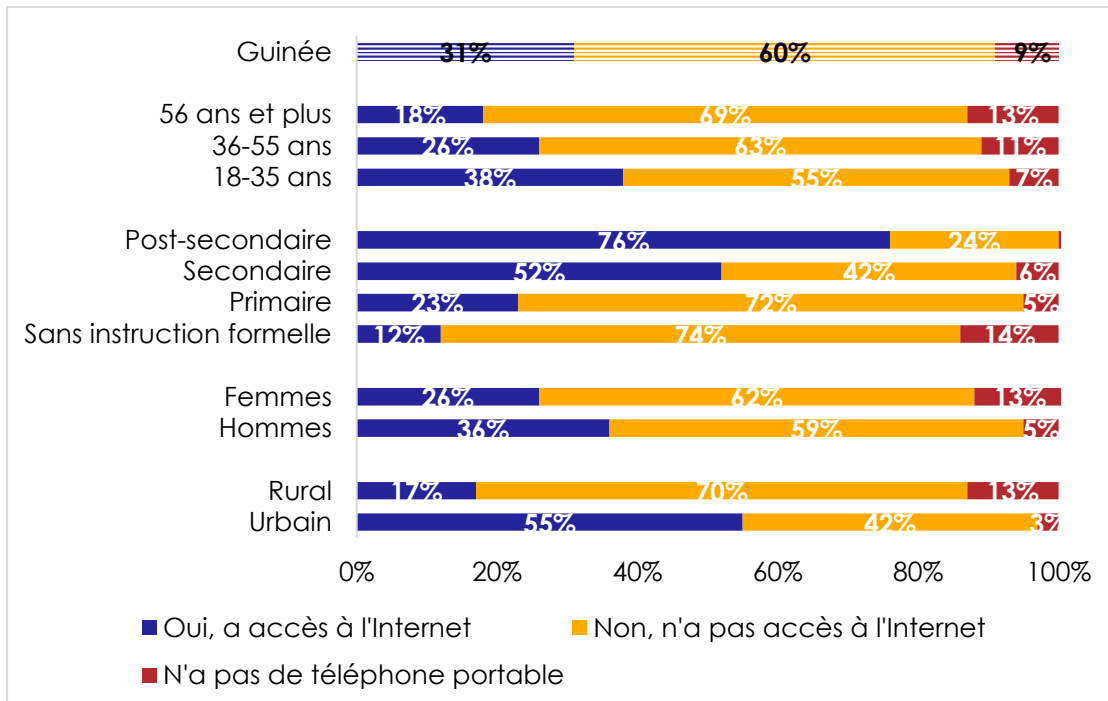
Questions posées aux répondants: Lesquels de ces biens possédez-vous? [Si « non »:] Un autre membre de votre ménage en possède-t-il?

Accès à l'Internet

Tandis que la plupart des Guinéens ont un téléphone portable, ils ne sont que trois sur 10 (31%) à posséder un « smartphone », c'est-à-dire un téléphone portable avec accès Internet (Figure 4). La possession d'un « smartphone » est plus fréquente chez les plus instruits (76% de ceux qui ont le niveau post-secondaire), les citadins (55%), les jeunes (38%), et les hommes (36%).

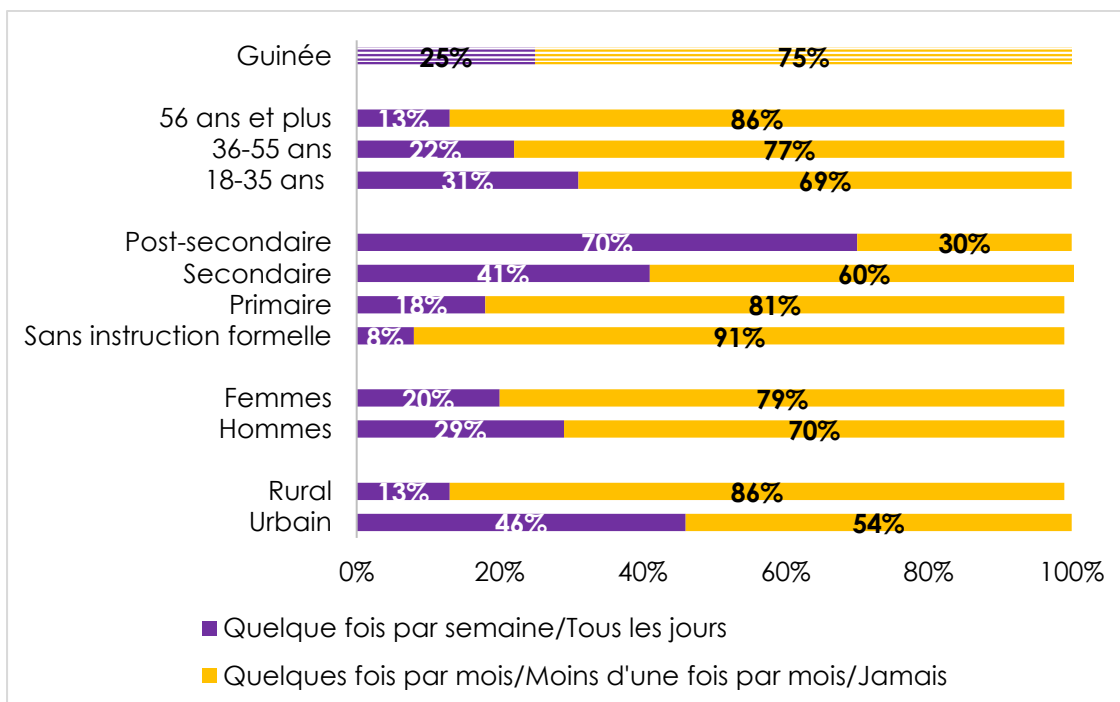
Si le quart (25%) des Guinéens utilisent régulièrement l'Internet comme source d'informations, cette habitude est plus fréquente chez les plus instruits (70% de ceux du niveau post-secondaire) que les moins instruits (8% de ceux sans éducation formelle), les citadins (46%) que les ruraux (13%), les hommes (29%) que les femmes (20%), les jeunes (31% des 18-35 ans) plus que les plus âgés (Figure 5).

Figure 4: Possession d'un téléphone portable avec accès à l'Internet | par groupe socio-démographique | Guinée | 2019



Questions posées aux répondants: Lesquels de ces biens possédez-vous: Téléphone portable? [Si oui:] Votre téléphone a-t-il un accès à l'Internet?

Figure 5: Fréquence d'utilisation de l'Internet | par groupe socio-démographique | Guinée | 2019



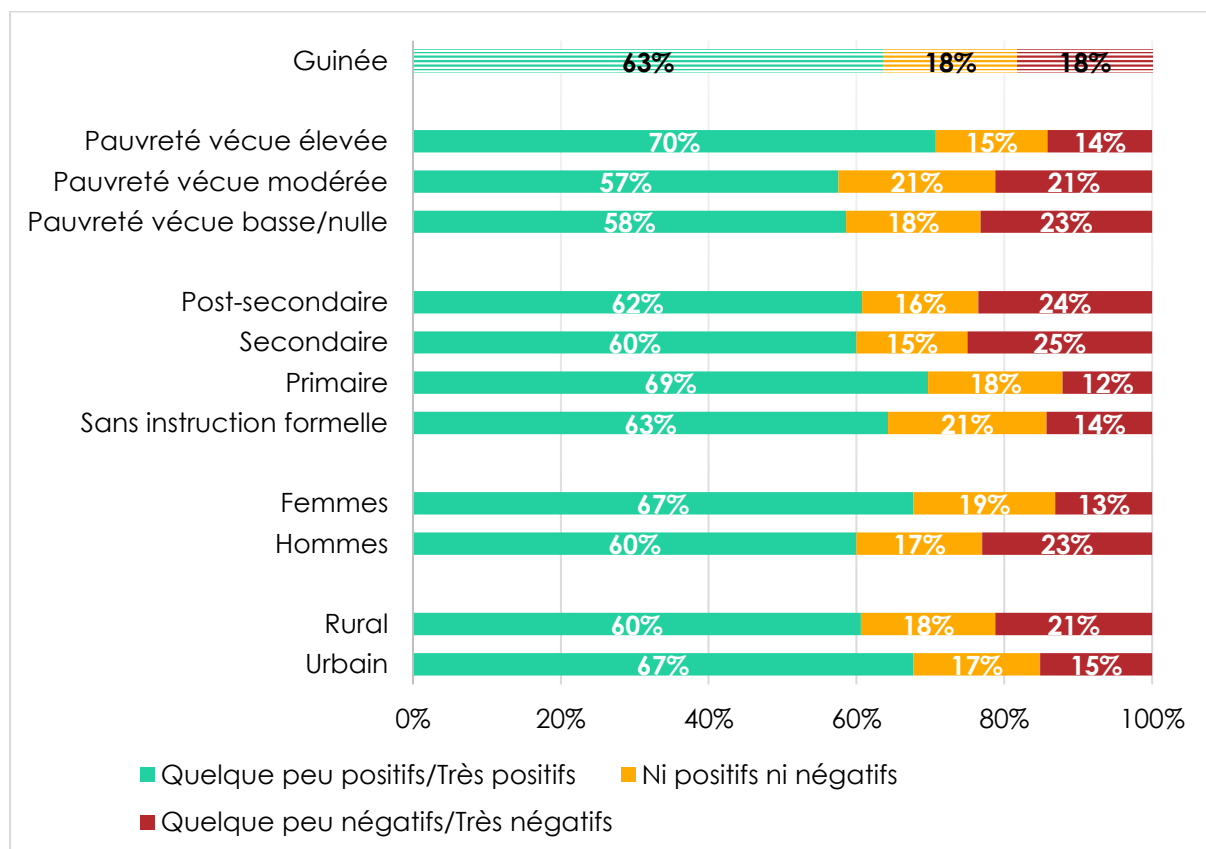
Question posée aux répondants: Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes: Internet?

Perceptions des réseaux sociaux

Presque deux tiers (63%) des Guinéens affirment avoir entendu parler des réseaux sociaux. Parmi ceux-ci, la majorité (63%) trouvent que ces plateformes ont des effets « quelque peu positifs » ou « très positifs » sur la société. Juste 18% affirment que leurs effets sont « quelque peu » ou « très » négatifs (Figure 6).

Les répondants appartenant à la catégorie des plus pauvres (70%), ceux du niveau primaire (69%), les femmes (67%), et les citadins (67%) sont les plus enclins à considérer que les réseaux sociaux ont des effets positifs sur la société.

Figure 6: Effets des réseaux sociaux sur la société | par groupe socio-démographique | Guinée | 2019

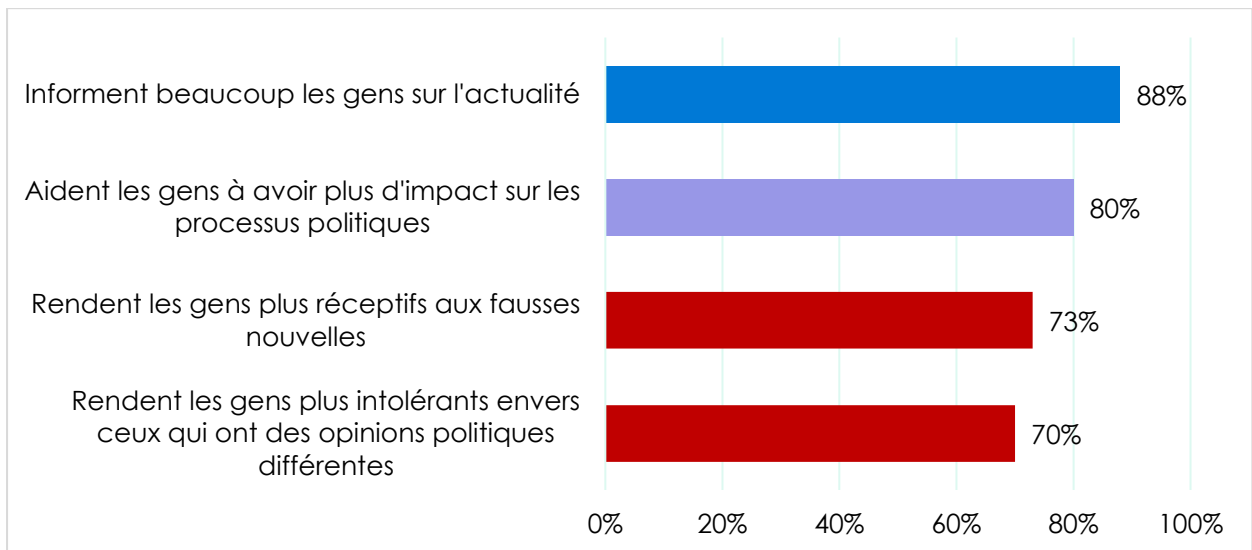


Question posée aux répondants qui ont entendu parler des réseaux sociaux: Dans l'ensemble, pensez-vous que les effets des réseaux sociaux sur la société sont plutôt positifs, plutôt négatifs, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?

Malgré l'évaluation positive des effets des réseaux sociaux, la grande majorité des répondants qui ont entendu parler des réseaux sociaux trouvent qu'ils ont des effets aussi négatifs que positifs (Figure 7).

Au moins huit répondants sur 10 sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que les réseaux sociaux informent beaucoup les gens sur l'actualité (88%) et les aident à avoir plus d'impact sur les processus politiques (80%). Toutefois, la plupart d'entre eux pensent que les réseaux sociaux rendent les gens plus réceptifs aux fausses nouvelles (73%) et intolérants envers ceux qui ont des opinions politiques différentes (70%).

Figure 7: Opinions sur les réseaux sociaux | Guinée | 2019

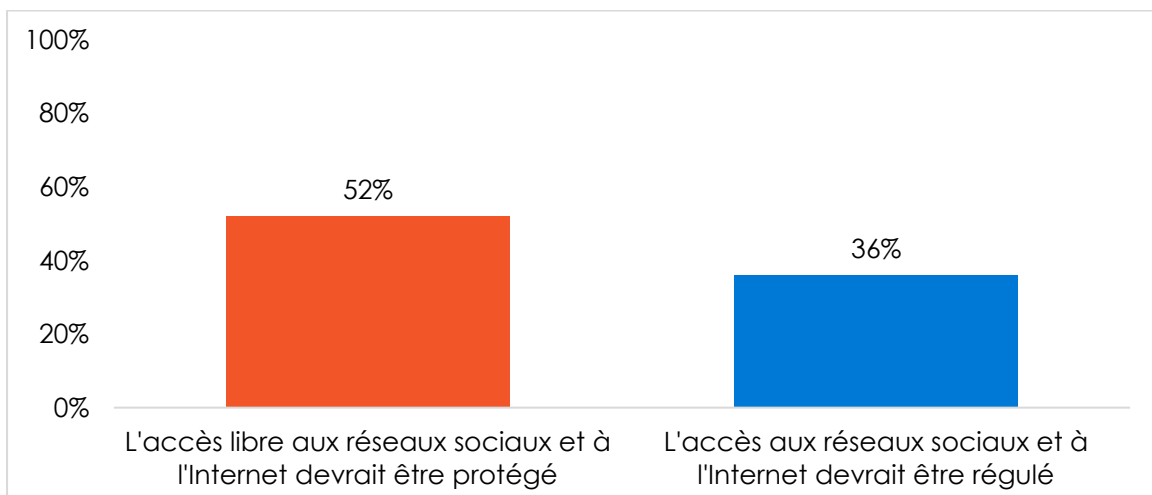


Question posée aux répondants qui ont entendu parler des réseaux sociaux: Que vous utilisez personnellement ou non les réseaux sociaux, dites-moi s'il vous plaît si vous êtes d'accord ou en désaccord pour dire que les réseaux sociaux. ... (% de ceux qui disent « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Protection ou régulation de l'accès aux réseaux sociaux

Pour plus de la moitié (52%) des Guinéens, « l'accès libre aux réseaux sociaux rend les gens mieux informés et plus engagés comme citoyens, et devrait donc être protégé », contre 36% qui estiment que l'accès devrait être régulé (Figure 8).

Figure 8: Protection ou régulation de l'accès aux réseaux sociaux et à l'Internet?
 | Guinée | 2019



Questions posées aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est plus proche de votre opinion?

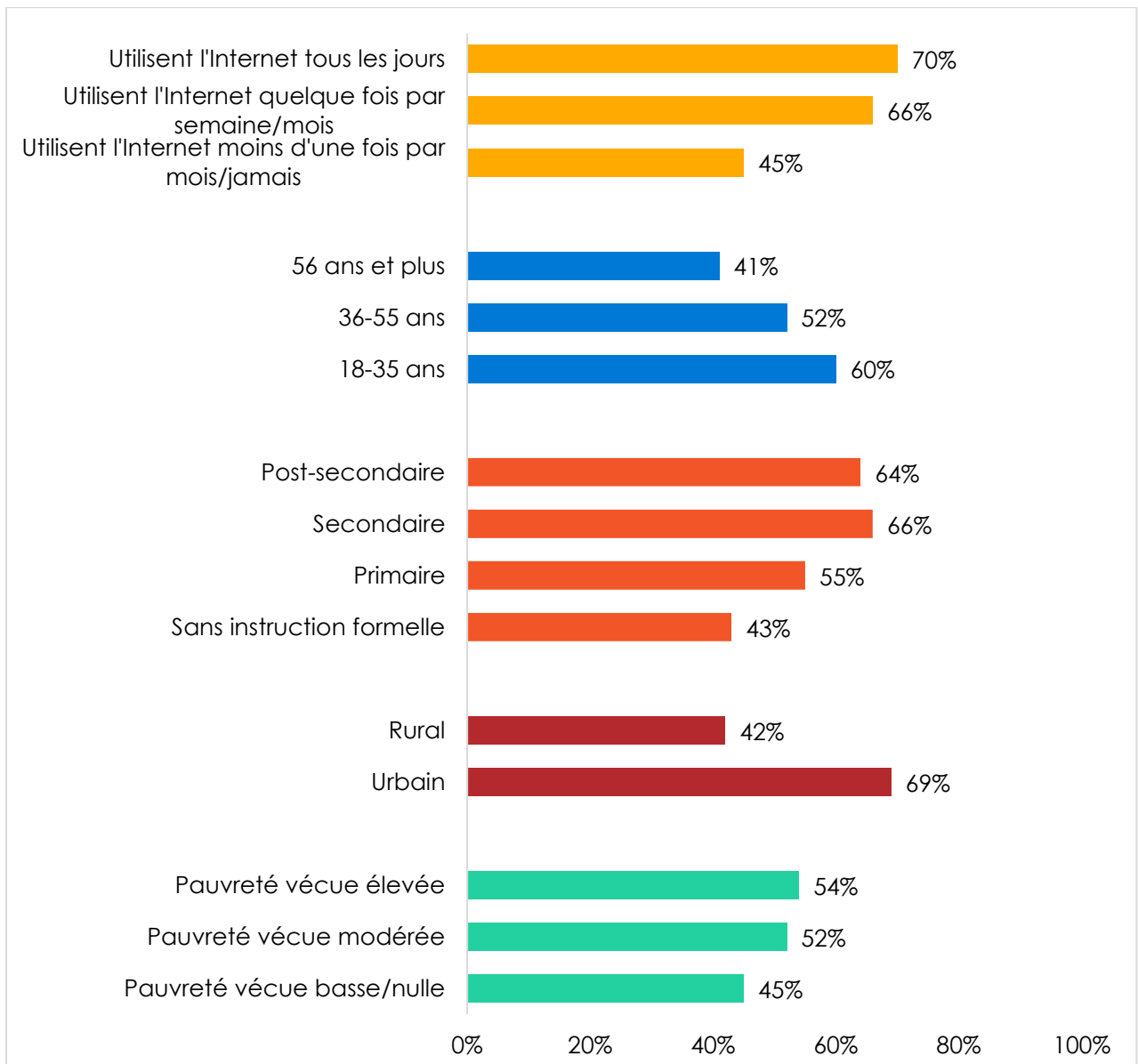
Affirmation 1: L'accès libre aux réseaux sociaux et à l'Internet rend les gens mieux informés et plus engagés comme citoyens, et devraient donc être protégés.

Affirmation 2: Les informations sur l'Internet et les réseaux sociaux divisent les Guinéens et devraient donc voir leur accès régulé.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Le soutien à la protection de l'accès libre aux réseaux sociaux et à l'Internet est plus fort parmi ceux qui utilisent ces plateformes tous les jours (70%) ou quelques fois (66%) que chez les non-utilisateurs (45%) (Figure 9). De même, les plus jeunes (60%) sont plus enclins à prôner l'accès libre que leurs aînés (41%-52%), les instruits (niveau secondaire et plus) plus que les moins instruits, et les citadins (69%) plus que les ruraux (42%). Mais les mieux nantis (45%) sont moins favorables à l'accès libre que les moins nantis (52%-54%).

Figure 9: L'accès libre aux réseaux sociaux et à l'Internet devrait être protégé
 | par groupe socio-démographique | Guinée | 2019



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: L'accès libre aux réseaux sociaux et à l'Internet rend les gens mieux informés et plus engagés comme citoyens, et devrait donc être protégé.

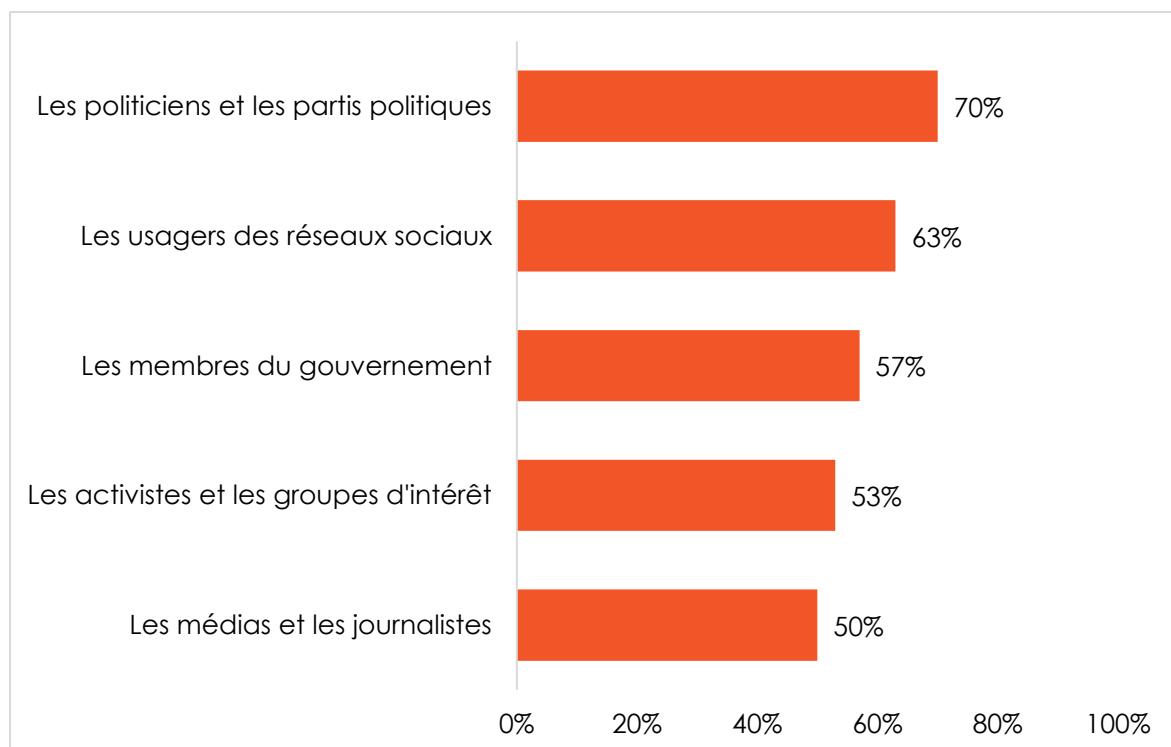
Affirmation 2: Les informations sur l'Internet et les réseaux sociaux divisent les Guinéens et devraient donc voir leur accès régulé.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation 1)

Diffusion intentionnelle de fausses informations

Les Guinéens pensent que certaines catégories de personnes diffusent des informations qu'elles savent fausses. Pour sept répondants sur 10 (70%), ce sont d'abord les politiciens et les partis politiques qui se livrent « quelques fois » ou « souvent » à la diffusion d'informations qu'ils savent fausses, suivis des utilisateurs des réseaux sociaux (63%) et des membres du gouvernement (57%), des activistes (53%), et des journalistes (50%) (Figure 10).

Figure 10: Diffusion intentionnelle de fausses informations | Guinée | 2019

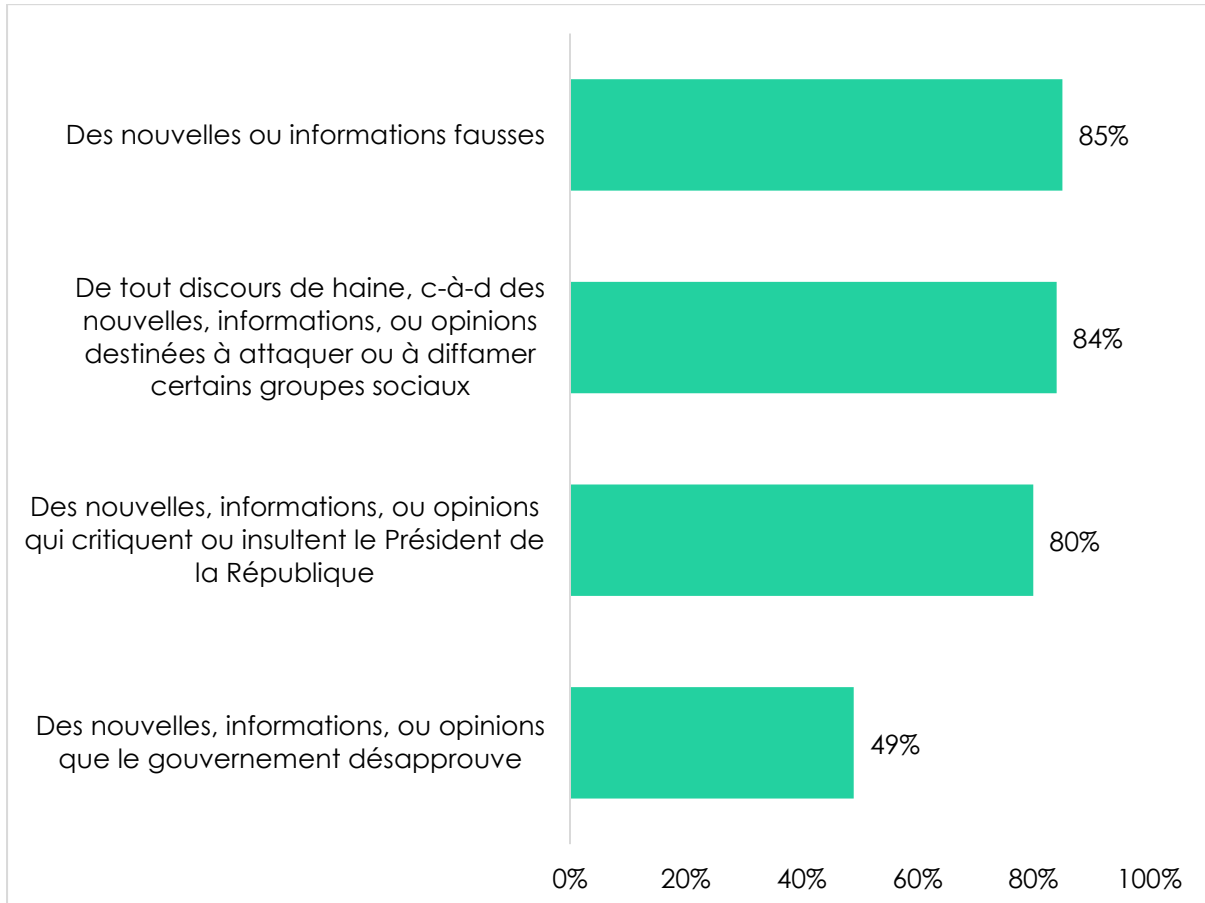


Questions posées aux répondants: Dites-moi, s'il vous plaît, à quelle fréquence, dans ce pays, pensez-vous que les membres de chacun des groupes suivants diffusent des informations qu'ils savent fausses? (% qui disent « quelques fois » ou « souvent »)

Contrôle par le gouvernement du partage de certaines informations

Au moins huit Guinéens sur 10 sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que le gouvernement devrait pouvoir limiter ou interdire le partage de nouvelles ou informations fausses (85%), des discours de haine (84%), et des informations ou opinions qui critiquent ou insultent le Président de la République (80%). Par contre, ils sont moins nombreux (49%) à soutenir la limitation ou l'interdiction du partage de nouvelles, informations, ou opinions que le gouvernement désapprouve (Figure 11).

Figure 11: Contrôle par le gouvernement du partage de certaines informations
 | Guinée | 2019



Questions posées aux répondants: Dites-moi, s'il vous plait, si vous êtes d'accord ou en désaccord que le gouvernement devrait pouvoir limiter ou interdire le partage. ... (% de ceux qui disent « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Liberté des médias

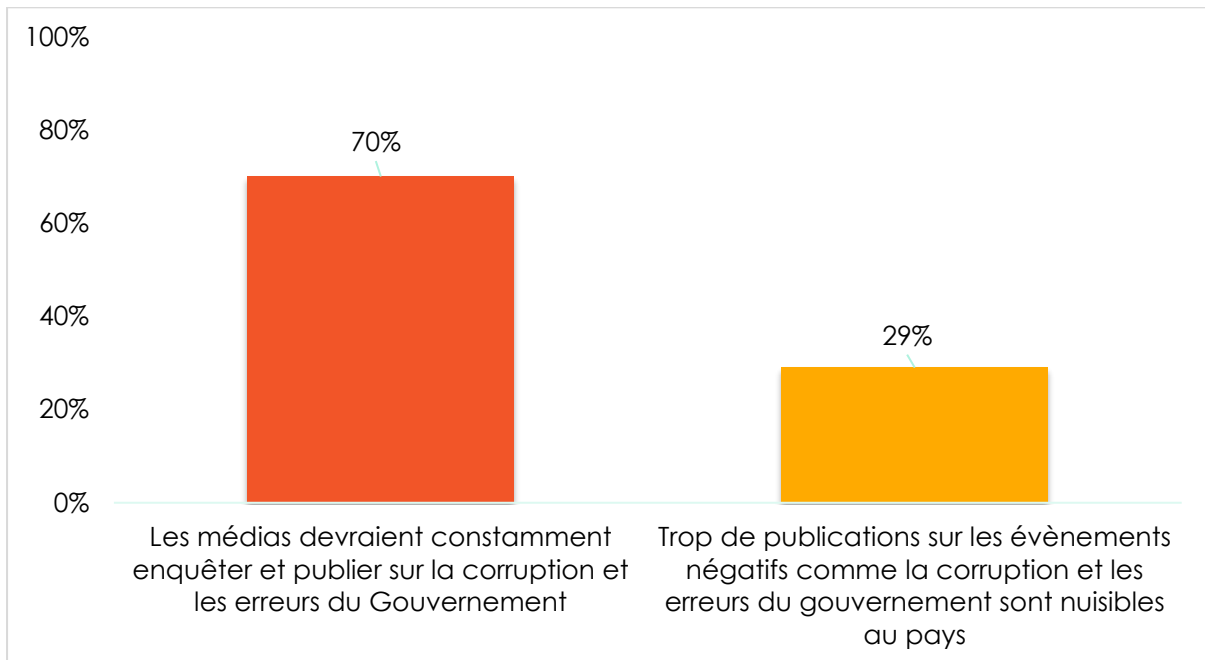
Si des médias libres sont essentiels au bon fonctionnement de la démocratie, la bonne nouvelle est qu'en Guinée, les journalistes exercent leur métier librement, avec une liberté de ton pas ordinaire dans la sous-région (Kaba, 2019).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

En effet, la grande majorité (70%) de la population estime que les médias devraient constamment enquêter sur la corruption et les erreurs du gouvernement. Juste 29% des Guinéens trouvent que trop de publications sur les événements négatifs sont nuisibles au pays (Figure 12).

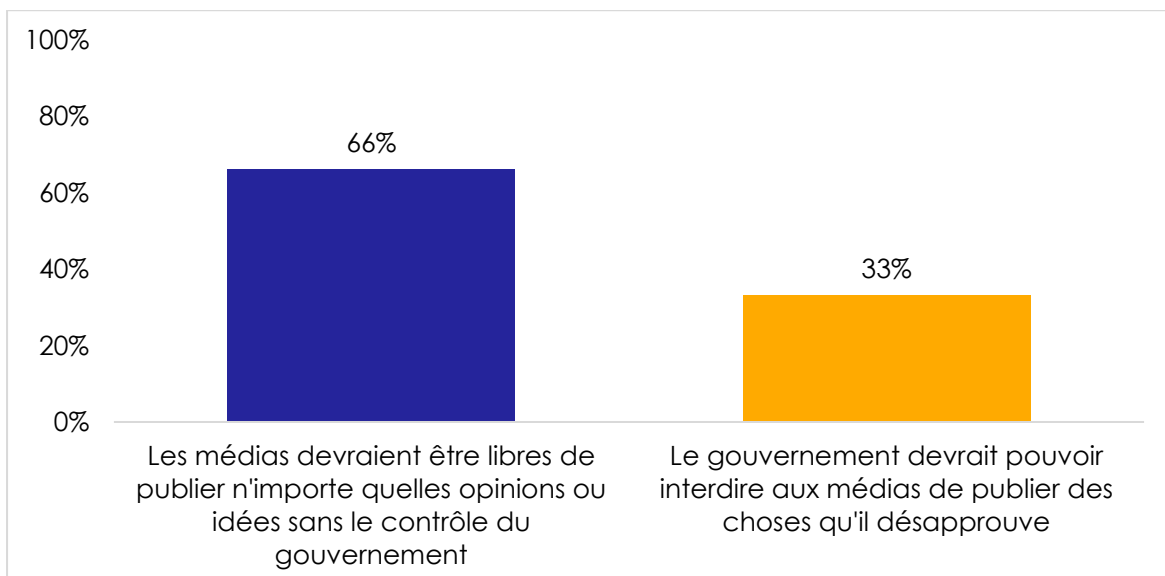
En outre, comme l'indique la Figure 13, la préférence de deux tiers (66%) des Guinéens est en faveur de la liberté que devrait avoir les médias de publier n'importe quelles opinions ou idées sans le contrôle du gouvernement.

Figure 12: Rôle des médias | Guinée | 2019



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est plus proche de votre opinion?
 Affirmation 1: Les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement.
 Affirmation 2: Trop de publications sur les événements négatifs comme la corruption du gouvernement sont nuisibles au pays.
 (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

Figure 13: Liberté des médias | Guinée | 2019



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est plus proche de votre opinion?
 Affirmation 1: Les médias devraient être libres de publier n'importe quelles opinions ou idées sans le contrôle du gouvernement.
 Affirmation 2: Le gouvernement devrait pouvoir interdire aux médias de publier des choses qu'il désapprouve.
 (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

Conclusion

La plupart des Guinéens se tournent vers les médias de masse – surtout la radio et la télévision, mais de façon croissante également vers l'Internet et les réseaux sociaux – pour se tenir informé. Les plateformes digitales sont perçues comme importantes pour accéder à l'information et impacter sur les processus politiques, même si beaucoup leur reprochent d'être des circuits de fausses informations et de l'augmentation de l'intolérance.

Les Guinéens préfèrent des médias libres et capables d'enquêter et de critiquer les actions du gouvernement. Cependant, ils n'insistent pas fortement sur cette liberté: La majorité des citoyens souhaitent que le gouvernement puisse limiter ou interdire le partage des fausses nouvelles, des discours incitant à la haine, et des opinions ou informations qui critiquent ou insultent le Président de la République.

Références

- Kaba, D. (2019). Le soutien à la liberté des médias recule en Guinée. Dépêche No. 298 d'Afrobarometer.
- RFI. (2020). Le taux d'accès à internet en Guinée est l'un des plus bas d'Afrique. 25 juillet.
- Stat View International. (2014). Evaluation de l'impact de l'atterrissement du câble sous-marin ACE en Guinée. Rapport d'enquête: Bénéficiaires du projet WARCIP-Guinée.

Djiba Kaba est le point focal des activités d'Afrobarometer en Guinée. Email: kabadjiba4@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, dirige un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, de Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, et de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 388 d'Afrobarometer | 8 septembre 2020